



Promoting Learning on
Recovery and (Re)Integration
from Child Sexual Exploitation



“Quand on te considère, on te donne de l’importance, tu te sens acceptée”

**EXPERIENCES DE REINSERTION D’ENFANTS ET DE JEUNES A MADAGASCAR:
COMMENT LES FILLES ET JEUNES FEMMES SURVIVANTES DE L’EXPLOITATION
SEXUELLE ONT VECU LEUR REINSERTION ?**

Mars 2019

Arimanana Narindra – Coordinatrice de recherche et auteure

Cette recherche à Madagascar a été cofinancée par

Family
for every child



OAK
FOUNDATION



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DEVELOPPEMENT

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
REMERCIEMENTS.....	Erreur ! Signet non défini.4
RESUME	5
GLOSSAIRE	6
METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	8
L'équipe de recherche.....	8
La collecte de données.....	10
L'analyse des données	11
La phase test	11
Les limites de la recherche.....	11
L'éthique.....	12
CONTEXTE DU PAYS.....	13
PRINCIPAUX CONSTATS.....	14
Le vécu de la stigmatisation et de la discrimination.....	14
Le vécu du sentiment de reconnaissance et d'appartenance	16
Le vécu du soutien et les stratégies de protection.....	18
CONCLUSION.....	22
DEFIS IDENTIFIES PAR LES PARTICIPANTES.....	23
BIBLIOGRAPHIE	27
WEBOGRAPHIE	27

AVANT-PROPOS

Cette recherche fait partie d'un projet plus vaste, le *RISE learning Networks*¹, qui vise à promouvoir et à faciliter des apprentissages sur des méthodes de rétablissement et de réinsertion (R&R) d'enfants et de jeunes victimes d'exploitation sexuelle, méthodes considérées comme positives par ces derniers. Il s'agit d'un projet mis en œuvre par Family for Every Child, Retrak en coordination avec une alliance mondiale d'organisations de la société civile et le Centre International de recherche sur l'exploitation sexuelle des enfants, la violence et la traite de l'Université de Bedfordshire.

L'Exploitation Sexuelle des Enfants (ESE) est un fléau mondial, encore difficile à appréhender, car très caché et mal-connu. Les effets à long terme sont dévastateurs sur la santé physique, mentale et reproductive des enfants, sur leur bien-être social, ainsi que sur leur éducation et leur capacité à trouver un travail ou encore à tisser des liens au sein de leurs communautés. Les enfants et jeunes peuvent se retrouver stigmatisés, ostracisés, sans soutien ni opportunité de futur envisageable et vulnérables à d'autres formes d'exploitation. Afin d'améliorer la réinsertion des enfants affectés, il est nécessaire d'apporter une réponse globale, souple et individualisée.

Cette recherche est la deuxième phase du projet de RISE Learning network et vise à ouvrir un dialogue avec les jeunes affectés par l'exploitation sexuelle afin de collecter leurs points de vue et recommandations sur ce qui permettrait un rétablissement et une réinsertion plus efficace et durable, dans le but de le partager avec les praticiens et afin de nourrir les politiques publiques. Les thèmes retenus pour ce projet d'apprentissage sont issus d'un rapport thématique sur la réinsertion intitulé «*Connecting the Dots: supporting the recovery and reintegration of children affected by sexual exploitation*», publié par Claire Cody en Mai 2017, qui a servi de référence bibliographique pour ce projet de recherche.

Cette recherche s'inscrit également dans le cadre du programme PARLE, mené par ECPAT France à Madagascar, et qui vise à promouvoir la parole des enfants dans les programmes de rétablissement et réinsertion et à prendre en compte leur avis pour le plaidoyer national ou régional sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Membre du réseau ECPAT International² (109 membres/96 pays), ECPAT France³ est une ONG française, qui lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en France, à Madagascar et dans une dizaine de pays en Afrique. Son bureau d'intervention à Madagascar est actif depuis 2012, sur des activités de prévention, de protection et de plaidoyer.

¹ <https://riselearningnetwork.org/>

² <https://www.ecpat.org/>

³ <https://ecpat-france.fr/en/home/>

REMERCIEMENTS

Dans le cadre du projet RISE en collaboration avec ECPAT France, nous exprimons notre gratitude aux organisations et personnes suivantes :

- L'équipe de RISE Learning Network, avec un remerciement particulier à Lopa BHATTACHARJEE, Jade TACHIE-MENSON et Helen VEITCH pour leur soutien technique et rédactionnel ;
- L'équipe d'ECPAT France, en remerciant particulièrement Guillemette VUILLARD et Audrey ROCHETTE pour leur soutien financier, technique et stratégique.
- L'équipe d'ECPAT France à Madagascar, en particulier Annick ANDRIAMARO la directrice pays, Irène RAZAFINDRANOVA la responsable plaidoyer, et l'équipe sociale représentée par RAHARISON Niavo, chercheuse adulte dans la recherche. Nous les remercions pour le soutien technique, logistique et humain.

Nous remercions tout particulièrement tous les enfants et jeunes participants et chercheuses qui ont contribué directement ou indirectement à cette recherche. Sans eux, nous n'aurons pas pu réussir ce projet.

Merci beaucoup !

RESUME

Cette recherche vise à promouvoir des méthodes de rétablissement et de réinsertion (R&R) d'enfants et de jeunes, considérées comme positives par ces derniers, suite à une situation d'exploitation sexuelle. Elle permet d'ouvrir un dialogue avec les jeunes affectés par l'exploitation sexuelle afin de collecter leurs points de vue et recommandations sur ce qui permettrait un rétablissement et une réinsertion plus efficace et durable, dans le but de le partager avec les praticiens et de nourrir les politiques publiques.

Cette recherche utilise une méthodologie de recherche participative innovante en proposant à des jeunes victimes d'exploitation sexuelle qui ont déjà bénéficié d'un programme de réinsertion d'agir en tant que « jeunes chercheurs » et de mener directement les activités de recherche auprès de leurs pairs. Il s'agissait notamment de co-animer des groupes de discussion auprès de leurs pairs, en présence d'animateurs adultes, afin de vérifier les hypothèses de l'analyse initiale (Cf. Rapport Connecting the Dot)⁴ :

Les enfants victimes d'exploitation sexuelle réinsérés ont enduré de lourdes épreuves (notamment la stigmatisation et discrimination) qui ont impacté leur état psychologique et généré des troubles émotionnels importants (sentiment de désarroi, fatalité et découragement). Cependant, grâce à leur volonté et aux soutiens externes, en particulier celui des ONG comme ECPAT France, certains ont réussi à s'en sortir et ont d'autres perspectives pour leurs vies futures.

Les questions de recherche pour le projet sont :

- ❖ Comment les enfants et les jeunes victimes d'exploitation sexuelle vivent-ils leur réinsertion au sein de leur communauté ?
- ❖ Quels sont les facteurs clés que les services de réinsertion doivent prendre en compte pour permettre la réinsertion réussie au sein de leur communauté, des enfants affectés par l'exploitation sexuelle ?

Afin d'obtenir des expériences diverses d'enfants réinsérés, un échantillon de 14 enfants et jeunes a participé à cinq groupes de discussions de deux à trois heures sur une période de deux semaines.

Au cours de la recherche, nous avons travaillé sur trois principaux thèmes qui ont guidé les discussions sur l'expérience de réinsertion des participantes. Les constatations portent donc sur ces trois thèmes :

Thème 1 : le vécu de la stigmatisation et de la discrimination

Les filles et jeunes femmes ont déclaré avoir été stigmatisées en étant étiquetées comme " prostituées " par les membres de la communauté qui les ont ensuite discriminées en les excluant et en parlant d'elles derrière leur dos. Les filles et les jeunes femmes avaient l'impression d'avoir déshonoré leur famille et leur mari. Leur situation d'exploitation était simplement perçue comme un " mauvais comportement " par les parents, qui étaient souvent considérés comme les coupables. Cependant, les filles et les jeunes femmes étaient particulièrement dures envers elles-mêmes, en se stigmatisant elles-mêmes, elles ont normalisé la croyance qu'elles étaient responsables de leur propre exploitation. Malgré cela, certaines ont constaté les choses positives dans leur situation et ont été motivées pour travailler dur et regarder vers l'avenir.

Thème 2 : Le vécu du sentiment de reconnaissance et d'appartenance

Le sentiment d'appartenance a été vécu par les filles et les jeunes femmes dans sa forme la plus simple de pouvoir s'exprimer et être écoutées. Cependant, les filles et jeunes femmes ressentaient également le respect des autres lorsqu'elles gagnaient un revenu. De plus, prendre part à des activités communes (des actions sociales ou l'entretien du lieu de vie) avec les membres de la communauté, a aidé les filles à ne pas se sentir rejetées et à se sentir intégrées parmi les membres de la communauté. Mais à Madagascar, c'est un lien fort avec la communauté religieuse qui semble aider les filles réinsérées de cette étude, à établir des relations, atteindre leurs objectifs, et à avoir une attitude positive afin d'améliorer leur statut.

⁴ <https://www.ecpat.org/wp-content/uploads/2017/06/Access-to-Justice-Thematic-Report-Connecting-the-dots.pdf>

Thème 3 : le vécu du soutien et les stratégies de protection

Bien que la famille, les enseignants et les responsables de la communauté aient apporté leur soutien aux filles et aux jeunes femmes, ce sont les travailleurs sociaux et les pairs qui ont joué un rôle central dans le parcours de réinsertion des filles et des jeunes femmes. Les filles et jeunes femmes ont rapporté avoir noué des liens solides et profonds et une vraie compréhension entre elles et leurs pairs, victimes d'exploitation sexuelle. Les travailleurs sociaux ont apporté un soutien émotionnel et utile pour que les filles et les jeunes femmes puissent changer leurs situations. Les filles et les jeunes femmes ont mentionné le renforcement de l'estime de soi, comme une des stratégies de protection particulièrement efficace. Renforcer l'estime de soi leur a permis de mieux connaître leurs qualités et capacités, de gérer leurs sentiments, de trouver des solutions à leurs problèmes et d'avoir une attitude positive pour atteindre leurs buts et développer un projet de vie.

Les filles et les jeunes femmes ont associé leur stigmatisation comme "prostituées" et "délinquantes" à un sentiment de honte et de déshonneur de la part de leur famille. Leur famille ne considère pas qu'elles puissent être victimes d'exploitation sexuelle mais les jugent coupables de "mauvais comportements". Les filles et jeunes femmes ont surtout été victimes de discrimination, rejetées et critiquées ou ont fait l'objet de ragots. Cependant, les jeunes femmes mariées avec des enfants étaient particulièrement sujettes à l'auto-stigmatisation, considérant leur rejet par la communauté comme une situation acceptable et normale. Le rejet et les critiques dont les filles et les jeunes femmes ont fait l'objet signifient qu'elles ont tendance à supporter seules leurs problèmes et qu'elles éprouvent un sentiment de fatalité. Par conséquent, pour s'échapper, certaines filles rêvaient d'un endroit « sûr et beau » où personne ne connaîtrait leur passé.

Beaucoup de filles et de jeunes femmes ont dit que prier les aidait à gérer leurs problèmes et la communauté religieuse apparaît être un lieu où elles reçoivent des encouragements et de bons conseils qu'elles n'ont pas dans leur vie quotidienne. D'autre part, les programmes permettant de renforcer l'estime de soi semblent être essentiels à la réinsertion sociale des filles et des jeunes femmes qui se blâment et se condamnent comme étant responsables de leur exploitation.

Les participantes de la recherche ont défini le sentiment de reconnaissance comme le fait d'avoir de "bonnes relations", c'est-à-dire d'être incluses dans les projets communautaires et d'être respectées. Ce sentiment de reconnaissance est également lié au fait de gagner un revenu. Le soutien des pairs, qui ont été victimes d'exploitation sexuelle a été étroitement lié au concept de reconnaissance et d'acceptation dans la communauté. Le soutien par des acteurs de protection publics ou personnels d'ONG était considéré comme utile, en particulier les cours de rattrapage, l'aide pour les frais de scolarité, l'écoute ou les activités génératrices de revenus. Les filles et les jeunes femmes ont aussi parlé de la reconnaissance et de l'appartenance comme un « sentiment de sécurité » et ont dit qu'elles se sentaient en sécurité lorsque les gens les considéraient comme des membres de la famille ou de la communauté, en les invitant aux mariages ou aux fêtes communautaires. Bien que les mères apportent majoritairement le soutien psychologique et matériel, les filles et jeunes femmes estiment aussi que le soutien des amis, de la famille et de la communauté leur offre un sentiment de reconnaissance et d'acceptation, puisqu'elles ne sont plus seules avec leurs problèmes.

GLOSSAIRE

Enfant / Enfants	Conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989), dans le présent rapport, le terme " enfant " ou " enfants " désigne une ou plusieurs personnes de moins de 18 ans.
Exploitation Sexuelle des Enfants (ESE)	Un enfant est victime d'exploitation sexuelle lorsqu'il participe à une activité sexuelle en échange d'un gain ou d'un avantage, ou même de la promesse d'un tel gain ou avantage, d'un tiers, de l'agresseur ou de l'enfant lui-même. (ECPAT International - Inter-Agency Working Group, 2016)
Rétablissement et Réinsertion	<p>L'expression "rétablissement et réinsertion" est généralement utilisée pour décrire le processus qui suit la sortie d'un enfant de l'exploitation sexuelle.</p> <p>La réinsertion est définie comme le processus de mouvement des groupes minoritaires d'une société dans le courant dominant de la société. L'action ou le processus de réinsérer une personne dans la société. (Oxford English Dictionary).</p> <p>Processus par lequel un enfant isolé effectue ce qui est censé être une transition définitive vers sa famille et sa communauté (généralement d'origine), afin de recevoir protection et soins et de trouver un sentiment d'appartenance et un but dans toutes les sphères de la vie. (Guidelines on Children's Reintegration, 2016)</p> <p>https://riselearningnetwork.org/resource/introducing-the-guidelines-on-childrens-reintegration/</p>
Stigmatisation	Une marque de honte associée à une circonstance, une qualité ou une personne particulière (Oxford English Dictionary).
Discrimination	Le traitement injuste ou préjudiciable de différentes catégories de personnes (Oxford English Dictionary).

METHODOLOGIE DE RECHERCHE

La méthodologie de la recherche participative est un concept relativement nouveau, préconisé dans les recherches sur et avec des enfants comme un outil pour exprimer la culture de l'enfance et les relations sociales des enfants⁵. La recherche participative implique un certain degré de collaboration entre ceux qui sont normalement uniquement les « sujets » de la recherche et ceux qui entreprennent cette recherche. La recherche participative est définie comme une recherche où les personnes dont les vies sont étudiées sont impliquées dans la collecte et l'analyse des données⁶.

L'équipe de recherche

L'équipe de recherche était composée de deux adultes chercheurs et de quatre jeunes chercheurs. Leurs rôles respectifs étaient distincts mais complémentaires et évolutifs au cours de la recherche.

Dans ce projet de recherche, les adultes chercheurs étaient principalement des membres de l'équipe d'ECPAT France à Madagascar. Les quatre jeunes chercheurs quant à eux étaient semblables au groupe d'enfants témoin du fait qu'ils ont tous été victimes d'exploitation sexuelle et ont suivi un programme de réinsertion avec l'ONG ECPAT France, qui coordonne la recherche.

Les jeunes chercheurs ont été impliqués dans toutes les étapes du projet de recherche : identification, définition et précision des « thèmes » pour les groupes de discussion (ou « focus group »), co-animation de tous les groupes de discussions thématiques, analyse et vérification des hypothèses de départ. Ils seront également impliqués dans des activités de diffusion des résultats de cette recherche.

Adultes chercheurs	Jeunes chercheurs
COLLECTE DE DONNEES	
<ul style="list-style-type: none">▪ Participer à une formation sur la collecte de données dans les recherches participatives▪ Planifier la collecte de données : réviser les thèmes des groupes de discussion, les questions-clés et les plans d'animation pour les discussions▪ Organiser des rencontres pour obtenir les consentements des participantes de la recherche et de leurs parents▪ Co-animer les sessions des groupes de discussions▪ Assurer la protection des enfants lors de la recherche▪ Organiser un débriefing après chaque session de groupe de discussion▪ Responsable pour la prise de note des « focus groups »	<ul style="list-style-type: none">▪ Participer à une formation sur la collecte de données dans les recherches participatives▪ Préciser et affiner les thèmes des groupes de discussions▪ Co-animer les groupes de discussion▪ Organiser les jeux « anti-sieste », « brise-glaces », pendant les groupes de discussion.

⁵ (Prout & James, 1997), (Mayall, 2004)

⁶ (Beazley & Ennew, 2006)

ANALYSE DES DONNEES

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">▪ Retranscrire tous les groupes de discussion, « mot à mot »▪ Entreprendre les niveaux 1 et 2 de l'analyse : codage et catégorisation des données▪ Faire émerger les principaux résultats (niveau 3 de l'analyse)▪ Animer un atelier avec les jeunes chercheurs pour "valider les résultats" des principaux constats et développer des recommandations | <ul style="list-style-type: none">▪ Valider les niveaux 1 et 2 de l'analyse : codage et catégorisation des données▪ Valider les résultats de l'analyse des principaux constats |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

▪ Participant.es de la recherche et échantillon

La recherche a fait appel à une méthode d'échantillonnage dirigé⁷ où les chercheuses ont activement sélectionné l'échantillon le plus adéquat pour répondre aux questions de la recherche, en utilisant un système d'échantillonnage par critères⁸.

Les principaux critères de sélection pour cet échantillon d'enfants et jeunes étaient :

- Ont été victimes d'exploitation ou d'abus sexuels
- Sont d'anciens ou d'actuels bénéficiaires du programme de réinsertion d'ECPAT France à Madagascar
- Ont entre 15 et 26 ans
- Sont consentants et ont accepté volontairement de participer à la recherche
- Sont des femmes

Les différentes étapes d'identification des participantes étaient les suivantes :

- Consultation de la base de données des bénéficiaires d'ECPAT France à Madagascar depuis 2009
- Sélection des participantes
- Visites à domicile des potentiels participantes
- Réunions de consentement avec les potentielles participantes

Une évaluation des risques a été faite pour toutes les participantes pré-sélectionnées pour la recherche au cours du processus de sélection et cela a mené à constituer un échantillon de 14 filles et jeunes femmes, réparties en 2 groupes (soit 7 participantes dans chaque groupe).

⁷ (Marshall, 1996)

⁸ (Given, 2008)

Groupe 1

- Le premier groupe est constitué de jeunes femmes (âgées de 18 à 26 ans) qui ont toutes été victimes d'exploitation sexuelle pendant environ 3 à 5 ans. Elles sont maintenant toutes mariées et ont des enfants. Même lorsqu'elles commencent à fonder une famille, elles cohabitent toujours avec leur famille élargie (belle-famille, etc.). Elles ne sont pas encore indépendantes et ont besoin du soutien de leur famille.
- Toutes les jeunes femmes du groupe 1 ont bénéficié d'une réinsertion professionnelle et ont entrepris des formations professionnelles dans les domaines de la restauration, de l'agriculture, de la coiffure ou de l'informatique. Actuellement, cinq des jeunes femmes sont sans emploi ; une est coiffeuse et une autre vend des friperies.

Groupe 2

- Le second groupe concerne des filles et jeunes femmes (âgées de 15 à 18 ans) qui ont toutes été victimes d'exploitation sexuelle entre 3 mois et 2 ans. Elles sont toutes scolarisées. La plupart des membres du groupe ont été exploitées au sein de l'école et sont considérées comme exposées à un risque d'exploitation sexuelle supplémentaire parce que certaines de leurs mères travaillent dans l'industrie du sexe.
- Les filles du groupe 2 sont toutes célibataires. Cinq d'entre elles ont entre 15 et 16 ans, et, en tant que mineures, sont sous la responsabilité de leurs parents ; deux sont des jeunes femmes (âgées de 18 ans) mais vivent actuellement avec leurs parents et sont, par conséquent, toujours sous leur protection et responsabilité.

▪ Lieu de recherche

A Madagascar, la recherche a été menée dans un seul lieu, la capitale, Antananarivo. La population de la ville est cosmopolite et compte une importante communauté de jeunes malgaches. Par ailleurs, il existe des contrastes et des inégalités d'un point de vue économique et social et il existe des zones qualifiées de « Bas-quartiers » où se concentrent les familles défavorisées et où résident la plupart des bénéficiaires d'ECPAT France participant à cette recherche (80% des participantes). Ces lieux se caractérisent par la présence de familles nombreuses, un taux élevé d'enfants non-scolarisés et une grande pauvreté.

La collecte des données

▪ Questions de recherche

Deux questions de recherche sont posées pour cette étude :

- ❖ **Comment les enfants et les jeunes victimes d'exploitation sexuelle vivent-ils leur réinsertion au sein de leur communauté ?**
- ❖ **Quels sont les facteurs clés que les services de réinsertion doivent prendre en compte pour permettre la réinsertion réussie au sein de leur communauté, des enfants affectés par l'exploitation sexuelle ?**

▪ Groupes de discussion

Les groupes de discussion sont utilisés pour permettre de collecter des informations auprès de personnes, qui ont une même compréhension des problématiques et un même langage. Pour cette étude, les principaux dénominateurs communs étaient que toutes les participantes avaient déjà été bénéficiaires d'un programme de réinsertion (après avoir été victimes d'exploitation ou d'abus sexuels), qu'elles étaient du même sexe (féminin) et avaient entre 15 à 26 ans.

Au total, quatre groupes thématiques de discussion ont été organisés avec 2 groupes de filles (7 filles dans chacun d'entre eux).

Chaque groupe de discussion a duré environ deux heures et s'est tenu à Antananarivo au bureau d'ECPAT France de Madagascar. Toutes les discussions étaient enregistrées et facilitées par une jeune chercheuse, accompagnée d'une adulte chercheuse, qui prenait également des notes.

Le premier « focus group » avait pour objectif d'« apprendre à se connaître » afin de créer un climat de confiance et de compréhension entre les participantes de la recherche et les chercheuses, ainsi que de collecter des données de base concernant les participantes (leur histoire de réinsertion notamment). Les trois autres « focus group » ont porté sur différents thèmes de la réinsertion ; ces thèmes ont été identifiés par les jeunes chercheurs pendant la formation sur la collecte des données en mai 2018:

Sécurité et
Soutien

Stigmatisation et
discrimination

Acceptation

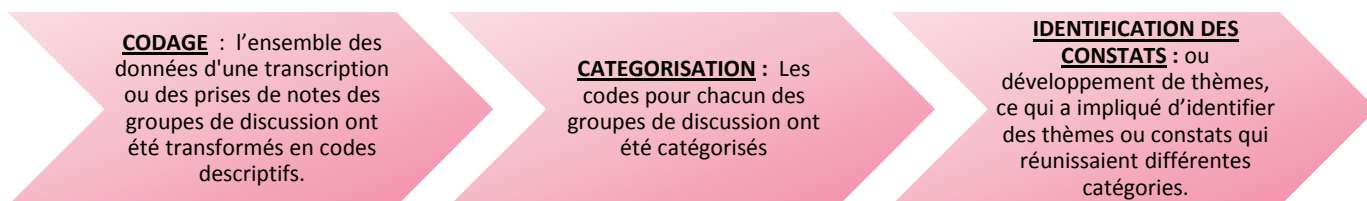
Enfin, un atelier a été organisé avec les participantes autour des « recommandations » durant lequel les participantes ont formulé des recommandations sur la manière d'améliorer les services destinés aux enfants et jeunes en réinsertion.

▪ Utilisation d'outils novateurs

Travailler avec des enfants exige l'utilisation de méthodes qui favorisent la confiance et créent une atmosphère dans laquelle les enfants se sentent détendus et à l'aise. Dans cette recherche, des techniques participatives et créatives, comme le dessin, la danse et le mouvement, ont été utilisées pour la collecte de données lors des « focus group » et lors de l'atelier pour identifier les recommandations avec les participantes de la recherche.

L'analyse des données

L'analyse des données a été entreprise en trois étapes pour chacun des groupes de discussion thématique. Par conséquent, l'analyse de chaque groupe de discussion a été menée séparément, selon ce processus :



Le codage, la catégorisation et l'élaboration des premiers constats ont été mis en place par les chercheuses adultes. Les jeunes chercheuses ont participé à l'analyse lors d'un atelier spécifique au cours duquel les chercheuses adultes ont présenté l'analyse initiale (codes, catégories et principaux constats qui avaient émergé des données). Les jeunes chercheuses ont entrepris une « validation des résultats » de cette première analyse dans le cadre de laquelle elles ont examiné les constats formulés avec des chercheuses adultes pour vérifier la signification des concepts, expressions ou mots clés dans le contexte particulier de leurs pairs (enfants et jeunes qui sont réinsérés après une situation d'exploitation sexuelle).

La Phase test

Dans le cadre du processus d'adaptation des outils, l'équipe de recherche a entrepris de tester les outils de collecte de données, notamment le plan d'animation des « focus groups ». Pour des raisons pratiques, il n'a pas été possible de tester en amont l'outil avec les jeunes qui avaient le même profil que les participantes. Toutefois, un atelier interne a été organisé pour tester les méthodes de collecte de données et le plan d'animation a été adapté sur la base du retour des équipes, en accordant une attention particulière au contexte malgache et aux réactions des jeunes chercheuses qui avaient un profil similaire aux participantes de la recherche.

Les limites de la recherche

Il avait été envisagé de mener la recherche auprès de trois groupes de jeunes filles (et non 2), dont un situé à Majunga, ville touristique de la côte nord-ouest de Madagascar, avec une forte prédominance d'exploitation sexuelle des enfants dans les cadres des voyages et du tourisme. Malheureusement, en raison d'un cambriolage au bureau de Majunga, l'ordinateur contenant les données des « focus groups » a été volé et toutes les données ont été perdues. Il faut noter que, d'après les lignes directrices éthiques de ce projet, les données avaient été conservées dans des dossiers verrouillés, de sorte qu'elles ne soient pas accessibles (justement en cas de vol ou perte de l'ordinateur ou en cas d'utilisation par une personne étrangère à la recherche). Ce deuxième lieu de recherche n'est, par conséquent, pas inclus dans le rapport de recherche.

L'échantillon, composé de 14 filles et jeunes femmes se veut représentatif des enfants ayant été réinsérés à Tananarive dans le cadre des projets d'ECPAT France mais n'est pas représentatif de tous les enfants réinsérés, suite à une situation d'exploitation sexuelle, à Madagascar.

L'éthique de la recherche

L'éthique de la recherche implique de respecter les participantes de la recherche tout au long du projet, notamment en utilisant des standards éthiques de base. Ces standards éthiques sont également prévus pour protéger les chercheuses et leurs organisations, ainsi que la bonne réputation de la recherche⁹. Ils détaillent les enjeux auxquels l'équipe de la recherche pourrait être confrontée, afin d'anticiper les meilleures réponses à proposer.

La formation sur ces standards éthiques a été menée en mai 2018, avec les chercheuses (adultes et jeunes), incluant le test et la mise en pratique de certains outils. Des outils ont également été développés lors de cette formation comme le code de conduite pour les chercheuses. Ces outils ont été discutés, définis et validés ensemble.

En conséquence, les principes éthiques ont été respectés tout au long de la recherche et particulièrement lors de la collecte de données, où un travailleur social était toujours disponible au cas où il aurait été nécessaire d'apporter une écoute ou un appui plus spécifique à un enfant du groupe.

Il faut noter également que le principe de confidentialité a bien été respecté, tous les noms des participantes de la recherche du présent rapport ont été changés et des pseudonymes utilisés.

⁹ (Alderson & Morrow, 2011)

CONTEXTE NATIONAL

Madagascar n'a pas de données officielles sur l'exploitation sexuelle des enfants ainsi que sur les enfants pris en charge dans ce domaine. Malgré cela, ECPAT France à Madagascar a déjà mené plusieurs recherches, dont une recherche sur l'exploitation sexuelle en ligne en 2016 qui explore comment les jeunes utilisent internet et comment les abuseurs les approchent en ligne. A Madagascar, l'ESE prend des formes différentes entre la capitale et les régions côtières. Au sein de la capitale, l'exploitation sexuelle des enfants dans la prostitution se passe au bord des routes, dans les lieux publics, dans les bars, les discothèques, et aussi dans les salons de massage ; certains enfants sont exploités par des hommes plus vieux appelés par le nom de « Papa sôsy ». Dans de nombreuses villes côtières, la forme la plus courante est l'exploitation sexuelle des enfants dans le cadre des voyages et du tourisme, du fait de la forte attraction touristique de Madagascar.

Face à cette situation, plusieurs associations locales et internationales s'unissent pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants. Par exemple, le centre « VONJY » (qui signifie « secourir » ou « refuge ») basé à Antananarivo et à Toamasina offre aux garçons et filles victimes d'exploitation sexuelle une prise en charge gratuite dans un seul lieu regroupant des soins médicaux prodigués par des médecins, des soins psychosociaux dispensés par des assistants sociaux et un soutien juridique opéré par des officiers de la police judiciaire. Le Bureau d'ECPAT France à Madagascar travaille également dans ce sens afin de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants, en collaboration avec d'autres ONG situées à Madagascar comme Manda, ManaoDe, SOS Village d'Enfants ou Tsinjo (Yamuna) qui prennent en charge des enfants en situation de rues ou d'exploitation. Il existe aussi des associations communautaires dans les villages où de jeunes leaders interviennent, notamment sur le sujet de la sensibilisation et pour informer les jeunes des dangers et conséquences de l'exploitation sexuelle.

Dans le contexte de l'exploitation et des abus sexuels des enfants, des dispositions légales et des politiques publiques ont été élaborées par le Gouvernement Malgache. Au niveau international, Madagascar a ratifié la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) le 19 mars 1991. Concernant la Charte Africaine sur les droits et le bien-être des enfants (CADBE), Madagascar a présenté son rapport initial sur l'application de la Charte en 2014. Un rapport alternatif pour le Comité Africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant a ensuite été élaboré par les organisations de la société civile malgache en septembre 2014. L'article 27 énonce les protections des enfants contre l'exploitation sexuelle et stipule que « *les Etats parties à la Charte s'engagent à protéger les enfants contre toute forme d'exploitation ou d'abus sexuels* ».

Concernant les textes nationaux, Madagascar a adopté sa Constitution le 11 décembre 2010 dont le préambule prévoit " d'approuver les Conventions relative aux droits de l'enfant... », ce qui signifie que ces conventions sont applicables à Madagascar. L'article 137 de la Constitution, reconnaît la primauté des instruments internationaux ratifiés sur les lois nationales en déclarant que "[l]es traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont pour publication une autorité supérieure à celle des lois... ".

Madagascar dispose de quatre lois nationales concernant les droits des enfants et l'exploitation sexuelle des enfants, dont la lutte contre la cybercriminalité, les enfants en conflit avec la loi, les dispositions du Code pénal relatives au tourisme sexuel ainsi que la lutte contre la traite des êtres humains.

PRINCIPAUX CONSTATS

Les principaux constats proviennent des conclusions de chaque « focus group » suite aux questions abordées lors des discussions. Il est rappelé que tous les noms des participantes de la recherche ont été remplacés par des pseudonymes dans ce rapport. Trois principaux constats ont été retenus et sont développés ci-dessous.

Le vécu de la stigmatisation et de la discrimination

▪ Stigmatisation et discrimination de la part des amis et de la communauté

Les filles et les jeunes femmes interrogées dans le cadre de la recherche ont témoigné avoir été stigmatisées et étiquetées comme “prostituées” par les membres de leur communauté et leurs amis (voisins) qui les ont ensuite discriminées en les rejetant et en parlant d’elles derrière leur dos :

« Les gens de notre quartier aiment se mêler de ma vie et je n’aime pas ça. Après, ils parlaient de moi avec leurs amis », Tanjona, 25 ans, mariée avec un enfant

Les voisins racontent des choses sur elles ; ils ne leur permettent pas de participer aux activités communautaires car les filles et jeunes femmes sont perçues comme des « prostituées » ou des « délinquantes ».

« La communauté est parfois hypocrite. Si tu es sans emploi, ils te critiquent ; si tu as un travail, ils se rapprochent de toi » Sahala, 25 ans, mariée avec un enfant

« Concernant la confiance de la communauté, ils ne te font jamais confiance, même si tu as changé » Tanjona, 25 ans, mariée avec un enfant

Leurs amis les stigmatisent en leur donnant des noms discriminants : ces noms reviennent toujours lorsqu’il y a de petits conflits entre eux. Chantal, 18 ans, mariée et mère d’un enfant, témoigne qu’une de ses amies lui a dit **« Tu n’es qu’une minable, une prostituée, ... »** ; en écho à cela, Tanjona, 25 ans, témoigne : **« Personne ne te fait confiance même si tu as changé car ils trouvent toujours ta part d’ombre. Les stéréotypes se répandent dans la communauté et cela accentue la discrimination exercée par la société. Par exemple, lorsque nous venons ici pour cette recherche, sur le chemin, les gens nous dévisagent et font des commérages. Cela signifie que la stigmatisation et la discrimination sont toujours présentes où que nous allions ».**

Tanjona poursuit en expliquant comment la stigmatisation qu’elle subit du fait d’avoir été exploitée sexuellement est vécue (par elle) comme un “deshonneur” et un “manque de dignité” et comment, malheureusement, elle est aussi discriminée par sa famille, sa communauté et même son mari qui la rejette et l’isole :

« J’ai été victime de discrimination de la part de ma famille (mes parents, mes frères et sœurs et ma famille plus éloignée). S’ils organisent un événement, ils ne m’en informent jamais car je déshonore la famille. S’il y a une réunion de famille, je suis blâmée devant tout le monde. C’est toujours comme ça... Les membres de ma famille essaient de me cacher car je les déshonore. Alors, j’ai décidé de vivre ma propre vie sans m’en préoccuper, mais cela augmente mes problèmes. Tout le monde m’ignore ; je ne sais pas où vivre car ma famille me rejette. Par conséquent, je sors avec un délinquant (maintenant son mari) car la seule chose que j’ai en tête est de trouver où est-ce que je peux vivre et comment me procurer à manger. Malheureusement, mon mari me rejette aussi car il a appris par la communauté que j’avais été victime d’exploitation sexuelle. De ce fait, on ne me respecte ni dans ma famille, ni dans ma communauté ».

La plupart des filles et des jeunes femmes affirme qu’elles sont victimes de discrimination de la part de leurs familles car les parents ont honte de l’expérience sexuelle des filles, qu’ils voient seulement comme un « mauvais

comportement » plus qu'une exploitation. De leur côté, les parents sont victimes de discrimination de la part de la communauté qui voit le "mauvais comportement" des filles et jugent que les parents n'éduquent pas correctement leurs enfants et que c'est la raison pour laquelle leurs enfants sont devenus déviants. Comme le dit l'expression usuelle malgache : «*Zaza ratsy taizan'izay Ray aman-dreniny mihitsy* » que l'on peut traduire littéralement par « *Enfants mal éduqués par leurs parents deviendront déviants* ».

Les filles et jeunes femmes disent que leurs parents n'ont pas souvent confiance en elles ou en leur motivation pour aller de l'avant, comme l'explique *Victoria, 15 ans* :

« J'ai été victime de discrimination de la part de mon père. Il n'accepte pas que je rejoigne l'organisation ECPAT car il pense que si je fréquente ECPAT, j'ai une motivation particulière et que ce ne sont pas pour les activités proposées que j'y vais. Il a dit que je rejoins un garçon d'ECPAT à chaque fois que je n'ai pas de cours » *Victoria, 15 ans, classe de 7^{ème}.*

Certaines filles et jeunes femmes se plaignent que seuls les familles ou les proches des leaders communautaires bénéficient d'activités génératrices de revenus proposées aux enfants. Selon les participantes de la recherche, cette forme de discrimination a de mauvaises répercussions sur leur réinsertion car, en raison de leur vulnérabilité et de leur mauvaise réputation au sein de la communauté, elles sont considérées comme de « mauvaises personnes ». De ce fait, elles et leurs familles sont parfois considérées comme étant auteurs de crimes ou d'infractions au sein de la société.

Lors des discussions, les filles et les jeunes femmes, ont dit que certains leaders communautaires ignoraient leurs besoins tout en faisant preuve de discrimination à leur égard, parfois, en flirtant avec elles au lieu de les aider.

▪ L'auto-stigmatisation

Les jeunes femmes et filles ont également rapporté qu'elles « s'auto-stigmatisaient », en particulier les jeunes femmes mariées ayant des enfants. Elles étaient conscientes de ce qu'elles appellent leurs erreurs, bêtises (désobéissance à leurs parents, alcoolisme, consommation de drogue, jeu, etc.) et pensaient qu'en raison de ce genre de comportement qu'elles ont eu, le rejet par leur communauté est une situation normale. Elles témoignent qu'elles n'étudiaient pas assez, alors elles ont échoué aux examens ; qu'elles ne se préoccupaient pas de leur avenir. En effet elles ne croient pas en la grâce de Dieu vu qu'elles ont fait de mauvaises actions et ne le méritent pas :

« C'est normale si je suis rejetée par la communauté car j'ai fait quelque chose de mal et je n'ai aucune valeur » *Viviane, 20 ans, mariée et mère d'un enfant*

▪ Les effets négatifs de la discrimination

Les discriminations dont sont victimes les jeunes femmes mariées, en particulier venant de leurs parents et de leurs maris, ont eu de mauvaises conséquences sur leur vie, en créant un sentiment de désespoir et de fatalité qui les pousse à adopter des comportements à risque :

« J'aime le loto parce que je n'ai pas d'autres choses à faire. Je vais dans les bars, j'y vends mon corps car je peux y trouver de nombreux clients et ça me fait plus de revenus pour satisfaire mes besoins (nourriture, vêtements....). Quand mon mari et moi nous sommes séparés, je me suis rendue au bar pour m'amuser, oublier mes problèmes et me faire de l'argent » *Tanjona, 25 ans, mariée et mère d'un enfant*

Les participantes qui sont déjà mariées et ont des enfants, ont dit qu'elles avaient besoin de plus de soutien car seuls les membres de leur famille proche les acceptaient et les comprenaient. La plupart du temps, elles gèrent seules leurs problèmes car leur vie conjugale n'est pas stable et leurs maris ne sont pas conscients de leurs responsabilités de père.

Par conséquent, les jeunes femmes doivent régler leurs problèmes seules et comme solution, elles se rapprochent d'ONG comme ECPAT France à Madagascar. En tant que mères, elles se sentent responsables de leurs enfants et font ainsi des efforts pour gagner de l'argent, malgré la stigmatisation.

- les effets positifs de la discrimination

D'un autre côté, les jeunes femmes et les filles qui étudient encore disent qu'avoir ressenties de la stigmatisation et de la discrimination a eu un effet positif sur leurs vies. Pour certaines, cette discrimination qu'elles subissent leur donne envie de se battre pour s'en sortir, de prendre une revanche sur la vie, prouver qu'elles sont capables de s'en sortir par elles-mêmes. Ainsi, ce rejet fait naître en elles des ambitions qui les poussent à travailler plus dur, à améliorer leurs activités génératrices de revenus, afin de devenir vendeuse de nourriture, vendeuse de vêtements ou coiffeuse professionnelle. Leurs mentalités et comportements ont changé et elles aspirent à avoir une vie indépendante :

« Malgré la discrimination que j'ai subie j'essaie de vivre ma vie, pour ne dépendre de personne » Princia, 16 ans, classe de 4^{ème}.

Par ailleurs, elles ont cherché des stratégies persuasives pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination : elles ont convaincu les gens de les accueillir en argumentant qu'elles étaient capables de faire de bonnes choses et qu'elles avaient aussi des talents.

Bien que la principale cause de stigmatisation et de discrimination soit l'exploitation sexuelle vécue par ces filles et jeunes femmes, elles sont également confrontées à de plus larges formes de stigmatisation et de discrimination basées sur leur situation économique difficile, sur le statut de leurs parents (parents séparés par exemple), sur leur niveau d'éducation ou sur leur statut social (orphelins par exemple).

Etant donné que la majorité des participantes viennent de familles défavorisées, leurs parents sont également victimes de discrimination de la part des membres communautaires mais également de leur propre famille (famille éloignée, belle famille, etc.) en raison de leur niveau de vie :

« La famille de mon père ne m'aime plus désormais car nous sommes pauvres et que mon père est décédé » Princia, 16 ans, classe de 4^{ème}

Le vécu du sentiment de reconnaissance et d'appartenance

Avoir de bonnes relations est la principale manière d'avoir un sentiment de reconnaissance et d'appartenance selon les filles et les jeunes femmes lors des discussions. Créer de bonnes relations exige des efforts de leur part et de la part des travailleurs sociaux.

Les participantes de la recherche ont défini la reconnaissance comme le fait « d'avoir de bonnes relations », ce qui comprend les notions suivantes :

- Etre acceptée / appartenir à un groupe

Les filles et jeunes femmes ont rapporté que si les gens leur parlent et les écoutent, cela signifie qu'elles appartiennent au groupe, qu'elles y ont leur place et elles souhaitent alors que la relation se maintienne :

« Parfois, les gens ne t'écoutent pas ou t'ignorent. C'est injuriant ! Mais quand on te considère, on te donne de l'importance, tu te sens acceptée » Onja, 20 ans, mariée et mère d'un enfant

D'après les filles et les jeunes femmes, si les gens ne leur permettent pas de participer aux activités communautaires ou familiales, cela signifie qu'on ne leur fait pas confiance, qu'elles n'appartiennent pas au groupe :

« Prendre part aux différentes activités est vraiment un signe de reconnaissance et d'appartenance car il y a eu un moment et parfois encore maintenant, ou on ne me fait pas confiance et on ne me permet pas de participer à des activités comme une réunion de famille, même s'il s'agit d'un petit évènement. Tout le monde est invité, mais moi, je ne le suis pas », Tanjona, 25 ans, mariée et mère d'un enfant

- Etre aimée et respectée

Les filles et les jeunes femmes ont déclaré que dans une relation respectueuse, il n'y a pas d'hypocrisie, mais plutôt une considération mutuelle et de l'amour :

« Chantal et moi, nous sommes de vraies amies. Et si je me dis acceptée par mes amies, la relation doit être une relation entre sœurs. Pas d'hypocrisie et on doit s'entraider l'une et l'autre, en particulier dans les moments difficiles », Onja, 20 ans, mariée et mère d'un enfant

Les filles et les jeunes femmes témoignent que si les gens les respectent, cela signifie qu'elles ont du mérite à leurs yeux et de la dignité ; elles assimilent le respect avec le fait de gagner un revenu :

« Quand je travaille, tout le monde me respecte et me rend visite ; dans ce cas, je me sens acceptée », Sento, 26 ans, mariée et mère d'un enfant

- Avoir un bon travail

Selon les filles et les jeunes femmes, leur réinsertion dépend de leurs efforts et, en particulier, celui de trouver un moyen de gagner un revenu ou obtenir un emploi, ce qui leur permettra de gagner le respect des autres :

« Je fais des efforts pour m'intégrer dans la communauté. Je travaille dur et cherche à me faire de l'argent pour devenir comme les autres », Mijoro, 23 ans, mariée et mère d'une enfant

- L'appartenance et la reconnaissance de la communauté religieuse

Les discussions ont aussi montré l'importance particulière accordée aux prières et à la communauté religieuse. Au sein des deux groupes, les filles et les jeunes femmes ont dit que prier les aidait à faire face à leurs problèmes quotidiens tels que la discrimination, les problèmes financiers et la stigmatisation.

« Lorsque j'étais discriminée, j'acceptais et je ne me comportais pas mal. J'ai mis ma vie entre les mains de Dieu car je suis chrétienne », Sento, 26 ans, divorcée et mère d'un enfant

Toutes les participantes de la recherche sont chrétiennes et croient toutes fermement en Dieu. Toutes les participantes ont mentionné qu'elles allaient à l'église au moins une fois par semaine, l'une d'elles y va tous les jours. Elles prient et participent à toutes les activités culturelles et religieuses, ce qui leur permet de construire des relations avec les autres, d'accroître leur foi en Dieu et de montrer à tout le monde qu'elles ont changé de vie. Les filles et les jeunes femmes affirment que seul Dieu contrôle tout. Il peut changer les situations jugées impossibles et faire des miracles. Elles disent qu'avec Dieu dans leurs vies elles ne peuvent se décourager et qu'Il peut faire plus que ce qu'elles demandent :

« Je crois fermement en Dieu et en son miracle » Sento, 26 ans, divorcée et mère d'un enfant

La prière et le lien avec la communauté religieuse semblent aider les filles réinsérées dans l'atteinte de leurs objectifs, pour avoir une attitude positive et améliorer leur situation. Elles disent également que, même si leur environnement est souvent dangereux, dans le temple de Dieu, elles se sentent en sécurité et reçoivent une bonne éducation, de l'encouragement, et de bons conseils qu'elles n'ont pas le reste du temps dans leur quotidien. Elles sont convaincues que la religion aide à ne pas influencer les plus jeunes à faire de mauvaises choses, bien que de nombreuses choses dans le monde soient hors de contrôle.

« J'ai choisi la Maison de Dieu comme un lieu sûr où rien de mal ne peut arriver. Les gens qui s'y trouvent sont très accueillants, ils ne discriminent pas ; ils me permettent de participer à toutes les activités. Ils me donnent des conseils », Irinah, 18 ans, classe de Terminal.

▪ Le sentiment d'appartenance à travers l'entraide et des activités communes

Les filles et les jeunes femmes disent qu'elles se sentent en sécurité si les gens les considèrent comme membre de la famille et de la communauté et si elles peuvent participer aux activités communautaires, les événements familiaux incluant les mariages, les funérailles et les réunions de familles :

« Nous rendons visite à notre famille quand il y a une fête ou des funérailles ; nous nous apprécions les uns les autres » Saholy, 16 ans, en classe de première

Faire des activités en commun aide les jeunes filles à ne pas se sentir rejetées et à faire partie de la communauté. Avec les voisins, elles participent à l'entretien des espaces communs et à des actions sociales :

« Je participe à des actions sociales dans mon quartier. S'il y a des funérailles ou si quelqu'un tombe malade, je vais participer aux activités de nettoyage, par exemple », Mijoro, 23 ans, mariée et mère d'un enfant

Avec leurs amis, elles étudient ensemble, font des blagues, sortent ensemble, cherchent un travail et prennent des photos ensemble :

« J'ai deux amis (une fille et un garçon). Nous écrivons des poèmes, nous envoyons des messages (nous parlons avec des amis et nos familles via des messages, nous demandons des nouvelles, pour savoir comment ils vont), il n'y a aucun conflit », Princia, 16 ans, en classe de quatrième

S'entraider permet aux filles et aux jeunes femmes de se sentir en sécurité car elles ne peuvent pas supporter leurs problèmes seuls. Elles reçoivent de nombreux soutiens de la part de différents groupes de gens. Par exemple, si des personnes tombent malades ou sont hospitalisées, leurs voisins vont les aider en fonction de leurs besoins. Elles reçoivent des conseils et encouragements de la part de leurs voisins et de leurs amis ; elles obtiennent des soutiens financiers, psychologiques et matériels de la part de leur famille.

Le vécu du soutien et les stratégies de protection

Les filles réinsérées ont bénéficié du soutien des leaders communautaires, des enseignants, de leur famille et des ONG, ce qui leur ont permis de se sentir en sécurité. De plus, les filles ont fait des efforts personnels pour avoir une vie paisible ; concernant les stratégies de protection, elles se protègent elles-mêmes et évitent de se rendre dans les lieux dangereux de la communauté.

▪ Le soutien de la communauté

La moitié des participantes de la recherche a témoigné avoir été bien traitée par les leaders communautaires qu'elles ont identifiés comme étant des élus et la police (généralement des hommes âgés entre 40 et 60 ans). Les filles et les jeunes femmes ont dit "être bien traitées" du fait que les élus les aient soutenues dans leur développement personnel et leur réinsertion, leur permettant de participer à des projets communautaires tels que des programmes de vaccination et des campagnes de sensibilisation sanitaire. Comme les filles et les jeunes femmes sont issues de familles défavorisées, les leaders communautaires leurs ont donné l'opportunité de participer à des activités génératrices de revenus subventionnées par l'État, ou à des activités communes comme le nettoyage des canaux. Ils ont également facilité la déclaration de naissance à l'état civil pour leurs enfants ou l'accès à d'autres documents officiels dont les jeunes femmes avaient besoin, en particulier les jeunes femmes mariées avec des enfants dans leurs démarches administratives requises pour travailler ou se marier. Elles n'ont pas eu besoin de faire trop d'aller-retours pour obtenir ces documents.

« Si je dois préparer des papiers administratifs, je vais juste au bureau, je fais la queue et j'attends mon tour. En une fois, c'est fini, je n'ai pas besoin de revenir' , Chantal, 18 ans, mariée et mère d'un enfant

Une autre partie des participantes a déclaré que les leaders communautaires ne les soutiennent pas sauf, lorsqu'ils voient un intérêt direct pour eux ou pour la communauté. Comme déjà présenté plus haut dans l'étude, certaines filles et les jeunes femmes ont rapporté que certains leaders communautaires ignoraient leurs besoins tout en faisant preuve de discrimination à leur égard, parfois, en flirtant avec elles au lieu de les aider.

▪ Le soutien de la famille

D'après les discussions que nous avons eues, les filles reçoivent plus de soutien de la part de leur famille plutôt que de la part de la communauté : près de deux tiers des filles ont reçu des conseils de leurs familles ; les membres de la famille étant affectivement plus proches d'elles que les voisins. Les filles ont reporté que les membres du noyau familial, comme les parents ou les frères et sœurs, sont d'un plus grand soutien que les membres de la famille élargie, car ils ne les rejettent pas même si elles commettent des erreurs. Quand elles sont interrogées pour savoir qui les acceptent le plus, *Mahatony, 15 ans*, répond :

« Je choisis ma mère car elle m'a toujours aimée, même si je fais parfois de mauvaises choses. Elle me conseille et elle ne me réprimande ou ne me rejette jamais ».

Cependant, une partie affirme ne pas recevoir de soutien de la famille, voir même être « enfoncées » par la famille, comme le souligne les témoignages plus haut sur le rejet et les discriminations dont elles sont victimes de la part de leurs parents les plus proches : père, mère, voir même leur mari.

▪ Le soutien des pairs

Les jeunes femmes déjà mariées expriment qu'elles ne parviennent pas à développer des relations amicales ou intimes avec les autres. Elles affirment que seules les personnes qui ont été sexuellement exploitées peuvent les comprendre. Elles ont témoigné qu'il existe un lien fort entre elles et leurs amies qui ont également été victimes d'exploitation sexuelle, du fait de leurs expériences communes d'exploitation, de la marginalisation et à cause de leurs conditions de vie similaires :

« Je ne me lie pas d'amitié avec d'autres personnes sauf si elles sont dans la même situation que moi car elles m'écoutent et me comprennent », Tonjona, 25 ans, mariée et mère d'un enfant

« Le soutien psychologique que mes amis m'apportent soulage ma souffrance et me permet de dire qu'ils/elles ne me rejettent pas, que j'appartiens à leur groupe, que je ne suis pas différente », Viviane, 20 ans, mariée et mère d'un enfant

Les filles ont témoigné qu'elles partageaient leurs secrets entre elles et ne faisaient pas confiance aux autres. Ce type de réaction rend difficile leur réinsertion car les filles et les jeunes femmes ne font confiance à personne et restent entre elles.

▪ Le soutien des enseignants

Les participantes de la recherche qui fréquentent l'école, ont indiqué que leurs enseignants les aident à résoudre leurs problèmes scolaires. Certains enseignants continuent d'enseigner les filles même si elles n'ont pas encore payé leurs frais de scolarité, les aident à obtenir des fournitures scolaires (via les associations) et leur donnent des leçons de rattrapage si besoin :

« Oui, j'apprécie notre enseignant de science de la vie et de la terre, un gentleman, il enseigne bien. Parfois, si je suis absente, il me donne des leçons et essaie de m'expliquer ce que j'ai manqué », Saholy, 16 ans, classe de 1^{ère}

Ce type de soutien facilite la réinsertion des enfants au sein de l'école car, en principe, les élèves qui ne paient pas à temps les frais de scolarité ne peuvent pas assister au cours, mais grâce au soutien supplémentaire des enseignants, elles peuvent continuer leurs études malgré ce problème. Comme les filles sont souvent discriminées à l'école, les enseignants peuvent jouer le rôle de pacificateur pour éviter cela :

« Je parle à mon enseignant si je me dispute avec mes camarades de classe et c'est de sa responsabilité de rétablir la paix », Victoria, 15 ans, classe de 7^{ème}.

Les filles ont témoigné que leurs enseignants expliquent les leçons patiemment pour qu'elles comprennent comme les autres élèves car, en général, les enfants réinsérés ont un plus faible niveau d'éducation. De plus, en tant qu'éducateurs, ils rappellent aux parents leurs responsabilités envers leurs enfants :

« Si j'ai un problème à l'école, je vais au bureau et parle avec un superviseur ; par exemple au sujet des frais de scolarité, ils convoquent mes parents et on cherche les solutions ensemble », Irinah, 18 ans, classe de Terminal

Il est à noter que l'association ECPAT France est en lien avec les enseignants des enfants réinsérés dans le cursus scolaire la première année.

▪ Le soutien des travailleurs sociaux

Les filles et jeunes femmes affirment que les travailleurs sociaux les ont aidées à améliorer leurs vies : leurs comportements ont changé grâce à l'éducation, l'écoute et les ateliers organisés par ECPAT. Les participantes de la recherche ont déclaré que les membres de leurs familles ont compris qu'elles avaient réellement changé lorsqu'elles démarraient des activités génératrices de revenus ou poursuivaient un programme de formation professionnelle. Avant, les membres de leurs familles avaient honte d'elles, mais grâce à ce programme, leur réussite est la fierté de la famille. Ainsi, les filles et les jeunes femmes retrouvent leur dignité et leur valeur aux yeux de leurs familles. Les membres de la famille et de la communauté leur accordent du respect. Les participantes n'ont pas évoqué les réactions de la famille en cas d'échec des activités génératrices de revenus ou de la formation.

Les travailleurs sociaux donnent des conseils et apportent de l'affection comme *Tanjona* l'explique quand on lui demande de choisir la personne qui l'accepte le plus :

« Je choisis notre éducatrice comme personne qui m'accepte le plus car elle est vraiment accueillante et me donne de l'affection ; comme le ferait une mère. Quand je lui parle de quelque chose, je pleure mais elle est vraiment empathique et elle comprend ce que je vis. Elle est devenue très proche de moi. Ce que je n'ai jamais reçu de ma mère, elle me l'offre. Et quand j'ai des problèmes, je vais toujours la voir ».

Stratégies de protection

▪ Renforcer l'estime de soi

Les filles et les jeunes femmes qui fréquentent l'école ont participé à des programmes visant à renforcer l'estime de soi et ont travaillé sur les sentiments d'amour-propre et d'estime de soi afin qu'elles ne se reprochent plus d'avoir été exploitées sexuellement ou de ne pas avoir de dignité :

« Grâce au programme sur l'estime de soi, je connais mieux ma personnalité et celle des autres. Je peux développer des relations amicales avec eux », Saholy, 16 ans, classe de 1^{ère}.

Par conséquent, elles se connaissent mieux, en particulier leurs qualités et leurs capacités, et peuvent mieux développer leurs talents. Elles réussissent à développer des amitiés et sont capables de donner des conseils à leurs amis. Elles se donnent des objectifs pour l'avenir et adoptent une attitude positive qui leur permet d'atteindre ces objectifs (par exemple obtenir un diplôme). Elles sont capables de mieux gérer leurs émotions, de trouver des solutions à leurs problèmes par elles-mêmes et de mieux se maîtriser dans des situations complexes: **« Grâce au programme sur l'estime de soi, j'arrive à maîtriser mes émotions », Princia, 16 ans, classe de 4^{ème}.**

▪ L'évitement et les mécanismes d'auto-protection

Les participantes ont dit qu'il faut adopter des stratégies pour s'auto-protéger. Elles évitent d'aller dans des lieux qui pourraient être dangereux pour elles ou pour les jeunes en général (couloirs sombres, les bars, les gares, les quartiers peu sûrs, les sous-bois, les lieux clandestins où les gens échangent de la drogue, etc.). Dans ces endroits, de nombreux abus sont apparus, on y trouve beaucoup de délinquance et de nombreux hommes ou jeunes garçons qui abusent, émotionnellement, sexuellement et physiquement les filles en les embrassant ou en touchant les parties intimes de leurs corps.

D'autre part, les filles et les jeunes femmes évitent d'aller dans ces endroits, car si la police les trouve sur ces lieux, elle peut les accuser comme étant complices des malfaiteurs et elles pourraient être arrêtées par la police. Elles sont alors tout aussi maltraitées que leurs agresseurs. Presque toutes les participantes de la recherche soulignent que si elles vont dans ces endroits dangereux, elles seront influencées par quelqu'un ayant un mauvais comportement.

▪ Trouver un lieu sûr pour vivre une vie paisible

Afin d'avoir une vie paisible, loin de la discrimination et de la stigmatisation, les filles et les jeunes femmes aspirent à trouver un endroit sûr et beau qui les libérerait de leurs souffrances issues de la discrimination et la stigmatisation vécues. Elles pensent qu'il n'existe ni discrimination ni stigmatisation dans cet endroit car personne ne connaît leur passé et leur histoire, donc il n'y aurait pas de risques d'être stigmatisées :

« Je choisis Majunga comme lieu sûr car les personnes qui s'y trouvent sont vraiment accueillantes et ne nous discriminent pas. Elles ne savent pas tout à mon sujet : mon passé et toute ma vie. Elles m'apprennent beaucoup de choses car j'y suis allée pour le travail. Je ne m'y sens plus marginalisée. Tout le monde est gentil et m'aide à progresser dans ma vie. Rien à voir avec ce que j'ai vu ici à Antananarivo » Tanjona, 25 ans, mère de famille.

CONCLUSION

Les filles et les jeunes femmes ont avoué être stigmatisées du fait d'avoir été abusées ou exploitées sexuellement en étant traitées de prostituées et de délinquantes ; leurs familles traduisent cela comme un « déshonneur » et un « manque de dignité ». Ainsi, un grand nombre des filles et jeunes femmes témoignent que leurs parents semblent avoir honte d'elles, et qu'ils voient leur expérience de victime d'abus sexuels comme un simple « mauvais comportement ».

Dans certaines situations, les filles et les jeunes femmes ont dit qu'elles avaient été confrontées à d'autres formes de stigmatisation et de discrimination basées sur leur situation économique, le statut de leurs parents (séparés, par exemple), leur niveau d'éducation ou leur statut d'orpheline (qui peut être lié au fait que beaucoup d'entre elles sont rejetées par leur famille). Par ailleurs, les jeunes femmes mariées et ayant des enfants sont particulièrement sujettes à l'auto-stigmatisation – considérant le rejet de la communauté comme une situation normale et acceptable, conséquence de leur « mauvais comportement ».

Le rejet et les critiques dont les filles et les jeunes femmes ont fait l'objet les ont poussées à supporter seules leurs problèmes, ce qui a entraîné un sentiment d'abandon, de désespoir et de fatalité, qui, dans certains cas, les ont poussées à adopter d'autres comportements à risque.

Un grand nombre des filles et des jeunes femmes a témoigné que prier les aidait à supporter leurs problèmes et que la communauté religieuse leur apportait un sentiment de sécurité. La communauté religieuse est un endroit où elles se sentent encouragées et bien conseillées, ce qu'elles ne retrouvent pas dans leur vie quotidienne. D'autres, pour s'échapper, rêvent d'un endroit « sûr et beau » où personne ne connaîtrait leur passé.

De plus, les programmes permettant de renforcer l'estime de soi et les sentiments autour de l'amour-propre apparaissent comme un levier pour la réinsertion des filles et des jeunes femmes. Ils favorisent le fait qu'elles ne se culpabilisent plus de leur exploitation. Pour certaines d'entre elles, le vécu de la discrimination les galvanise et les pousse à être plus ambitieuses, à travailler plus dur et à réussir dans leurs activités génératrices de revenus.

Les participantes de la recherche ont défini la reconnaissance comme le fait d'avoir de "bonnes relations", c'est-à-dire d'être intégrées, aimées (par les pairs) et respectées ce qu'elles assimilent au fait de gagner un bon revenu. Ainsi les bonnes relations se gagneraient par le fait d'avoir un statut et un meilleur niveau économique. Avoir de bonnes relations semble également être lié au soutien dont les filles et les jeunes femmes bénéficient de la part des leaders communautaires, qui leur permettent de participer à des projets communautaires comme les programmes de vaccination, les campagnes de sensibilisation sanitaire ou les activités communautaires génératrices de revenus. Le soutien des pairs (ayant été victimes d'exploitation sexuelle) est étroitement lié au concept de reconnaissance du fait que les filles et les jeunes femmes parlent de ce groupe comme étant le seul groupe au sein duquel elles peuvent être réellement comprises.

Le soutien des professionnels de l'enfance et du personnel des ONG a été surtout considéré comme utile et efficace. Cela incluait que les enseignants accordent leur temps pour mieux expliquer les leçons ou donnent des leçons supplémentaires aux filles ayant raté des cours. De plus, ils continuent à leur donner des cours même lorsque les frais de scolarité n'étaient pas encore payés. Les travailleurs sociaux ont aidé les filles et les jeunes femmes à améliorer leurs vies et à changer de comportement, en leur permettant d'accéder à des séances d'écoute, des ateliers de formations sur les activités génératrices de revenus. Egalement, certains leaders communautaires (les élus ou la police) se sont montrés compréhensifs en facilitant l'enregistrement des enfants à l'état civil ou l'accès aux documents officiels pour les femmes en ayant besoin.

Les filles et les jeunes femmes ont également parlé de la reconnaissance et du sentiment d'appartenance comme un des facteurs pour se sentir en sécurité. Elles se sentent en sécurité si les gens les considèrent comme membre à part entière de la famille ou de la communauté. Ce sentiment de sécurité semble accompli lorsque les filles et les jeunes femmes prennent part aux activités de la communauté, comme l'entretien du quartier ou les campagnes d'actions sociales ; les voisins commencent alors à leur donner des conseils, ce qui les a beaucoup encouragées.

Concernant la famille, les filles et les jeunes femmes expliquaient qu'elles se sentent acceptées quand elles sont invitées à des mariages, des funérailles ou des réunions de famille et c'est en ça que la famille, les parents et les frères et sœurs, mais surtout les mères, leur apportent majoritairement le soutien affectif et matériel dont elles ont besoin. Les filles et les jeunes femmes ont affirmé que le soutien, de la part des amis, de la famille et de la communauté, leur permettait de se sentir en sécurité (et intégrée) car elles ne gèrent plus leurs problèmes toutes seules.

ENJEUX IDENTIFIÉS PAR LES PARTICIPANTES DE LA RECHERCHE

Un atelier a été organisé avec les participantes de la recherche afin d'identifier les défis à relever pour améliorer et faciliter la réinsertion des enfants. Des recommandations ont été formulées à l'intention des acteurs de protection en fonction des défis mentionnés par les participantes. Il faut noter que durant l'atelier d'élaboration des recommandations, nous avons également essayé d'identifier quelles actions qui pourraient être mises en place pour chacun des défis identifiés.

Défi 1 : Les problèmes à l'école : les lacunes pour régler les frais de scolarité et de fournitures scolaires et la discrimination à l'école

1. Les programmes de réinsertion, en collaboration avec les parents, devraient inclure le paiement régulier des frais de scolarité et des allocations de fournitures scolaires.
2. Les programmes de réinsertion devraient aussi inclure des compléments alimentaires pour lutter contre la sous-alimentation, en particulier pour les enfants ou les jeunes en formation professionnelle.
3. Les professionnels¹⁰ devraient intervenir, en parlant aux enseignants et aux directeurs d'école, pour faire face aux pratiques discriminatoires à l'école.
4. Les services de réinsertion devraient mobiliser les leaders communautaires afin qu'ils mènent des programmes de sensibilisation auprès des parents d'enfants réinsérés pour renforcer l'importance d'envoyer leurs enfants à l'école.

Défi 2 : Le manque de soutien de la part de la famille concernant la stigmatisation et la discrimination

5. Les professionnels devraient effectuer des visites à domicile pour informer les familles des victimes sur leurs droits et leur dignité, afin d'éviter la discrimination, mais également expliquer comment le programme de réinsertion fonctionne, en particulier comment les familles peuvent soutenir les enfants dans leur éducation.
6. Les professionnels de la réinsertion devraient mener des ateliers sur l'éducation et la parentalité.

Défi 3 : Défis comportementaux auxquels sont confrontées les victimes d'exploitation sexuelle

7. Les professionnels devraient apporter un soutien psychologique aux enfants victimes d'exploitation sexuelle.
8. Les professionnels devraient prendre soin des enfants en leur donnant des conseils, des encouragements, et de l'affection ainsi qu'en leur faisant confiance, en les écoutant, en leur donnant des responsabilités et en les faisant participer à toutes les activités pertinentes.
9. Les professionnels devraient superviser les enfants et jeunes dans leurs activités quotidiennes et effectuer des suivis après la réinsertion (visite à domicile, etc.).
10. Les programmes de réinsertion devraient inclure de l'éducation civique, des programmes d'estime de soi et des programmes « life skills » (aptitudes à la vie quotidienne) pour aider les victimes à reconstruire de bonnes relations entre elles, les éducateurs et les autres.
11. Les gouvernements devraient aider les professionnels avec des manuels communs et kits sur la réinsertion des enfants victimes d'exploitation sexuelle.

¹⁰ Professionnels : Ensemble des acteurs/praticiens qui œuvre pour la réinsertion des enfants

12. Les professionnels devraient organiser des réunions multidisciplinaires afin de discuter des situations spécifiques dans le but de fournir des services adéquats.

Défi 4 : Les stéréotypes et les préjugés sociaux conduisent à la méfiance sociale, à la stigmatisation et à la discrimination de la part des communautés et à l'auto-stigmatisation.

13. Des campagnes (radio ou TV) et des programmes de sensibilisation devraient être organisés dans les écoles et les communautés afin de lutter contre la discrimination et la stigmatisation des enfants victimes d'exploitation sexuelle. Ces programmes devront permettre d'informer les leaders communautaires et la population sur l'exploitation sexuelle des enfants et d'essayer de changer leur perception de cette problématique.
14. Les professionnels devraient encourager les enfants victimes à prendre part aux programmes de réinsertion en participant aux événements de sensibilisation et en partageant leurs expériences avec leurs pairs, au travers d'outils créatifs et adaptés (danses, témoignages, etc.).
15. Les professionnels devraient préconiser aux filles victimes de ne pas se concentrer sur leur passé mais de penser à leur avenir, de ne pas s'auto-stigmatiser car elles ont des capacités et compétences, et de suivre des programmes d'estime de soi afin de pouvoir formuler et poursuivre de nouveaux objectifs dans leur vie.

Défi 5 : Les difficultés pour trouver un emploi

16. Les intervenants en réinsertion sociale devraient orienter les enfants afin qu'ils puissent choisir un projet qui leur conviennent, et les accompagner durant leur formation. Ils devraient effectuer un suivi régulier des enfants et des jeunes en formation professionnelle pour suivre l'évolution de leur formation, leurs besoins et tous les problèmes auxquels ils peuvent être confrontés.
17. Les professionnels devraient aussi aider les jeunes à chercher un endroit sain et sûr pour installer leur activité ou pour trouver un emploi. Ils devraient aider les enfants et les jeunes à signer un contrat, en accord avec le droit social et en rappelant l'importance de respecter la confidentialité de l'histoire de l'enfant avec les employeurs (pour éviter la stigmatisation, la discrimination, les préjugés et mettre l'accent sur le traitement égal entre les travailleurs).
18. Les professionnels devraient proposer des activités génératrices de revenus aux enfants réinsérés ou en voie de réinsertion : leur donner des fonds pour démarrer leurs activités car la plupart d'entre elles ne participent pas à la réinsertion scolaire mais plutôt à la réinsertion professionnelle.
19. Les professionnels devraient superviser les enfants dans leurs activités génératrices de revenus pendant trois ans après que les projets soient mis en place, garder contact avec les jeunes et définir des engagements respectifs (par exemple : les contrats avec les employeurs/clients). Les professionnels devraient faire un suivi des finances ou du matériel fourni afin de vérifier leur utilisation ; ils pourraient également leur dispenser des formations en gestion de budget. Les projets de micro-crédits pourraient être de bonnes opportunités pour les jeunes.
20. Les professionnels devraient mener un suivi, une fois que les jeunes aient trouvé un emploi ou aient déjà une activité, et les aider financièrement pendant les trois premiers mois.
21. Les professionnels devraient former les membres de l'équipe sur le lieu de travail des jeunes réinsérés au sujet de la discrimination et de la stigmatisation ; la formation pourrait également inclure les droits de l'enfant, la dignité humaine et les lois concernant le travail des enfants. Il faudrait pouvoir réserver deux heures par mois pendant la période de formation des enfants. L'atelier de formation devrait être animé par le directeur de l'entreprise et l'équipe d'ECPAT.

BIBLIOGRAPHIE

- Alderson, P and Morrow, V (2011). *The Ethics of Research with Children and Young People. A Practical Handbook*, London, SAGE Publications.
- Beckett H, Holmes, D and Walker, J (February 2017). *Research in Practice*, The International Centre: researching child sexual exploitation, violence and trafficking, University of Bedfordshire.
- Beazley, H., & Ennew, J. (2006). Participatory Methods and Approaches: Tackling the Two Tyrannies. Dans V. Desai, & R. Potter, *Doing Development Research*. London/Thousand Oaks/New Delhi: Sage Publications.
- Cody, C. (2017) *Connecting the Dots: Supporting the Recovery and Reintegration of Children Affected by Sexual Exploitation* Thematic Report, Bangkok, ECPAT International, International Centre: researching child sexual exploitation, violence and trafficking, University of Bedfordshire.
- Given, L. M. (2008). *The Sage Encyclopaedia of Qualitative Research* (Vol. 2). CA: Sage Publications
- Marshall, M. (1996). Sampling for Qualitative Research. *Family Practice – an International Journal*, 13, 522-525.
- Mayall, B. (2004). Sociologies of Childhood. (M. Holborn, Ed.) *Developments in Sociology. An Annual Review*, 20, 43.
- Prout, J., & James, A. (1997). *Constructing and Reconstructing Childhood: Contemporary Issues in the Sociological Study of Childhood*.

WEBOGRAPIE

- LINFO.re, 2017, Tourisme sexuel à Madagascar, 70% des « clients » seraient des Malgaches : <http://www.linfo.re/ocean-indien/madagascar/724334-tourisme-sexuel-a-madagascar-70-des-clients-seraient-des-malgaches>
- LINFO.re, 2016, Exploitation sexuelle des enfants : un phénomène inquiétant à Madagascar : <https://www.linfo.re/ocean-indien/madagascar/687972-exploitation-sexuelle-des-enfants-un-phenomene-inquietant-a-madagascar>.